

LETTRE DE CONSULTATION

MARCHÉ PUBLIC N° 2010-018

**« MARCHÉ D'ASSISTANCE A MAÎTRISE D'OUVRAGE POUR LA VERSION CIBLE DU SYSTÈME
D'INFORMATION UTILISÉ DANS LE CADRE DE LA RÉPONSE GRADUÉE »**

Pouvoir adjudicateur

Haute Autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet (Hadopi)
4, rue du Texel, 75014 PARIS

Représentant du pouvoir adjudicateur

Le Secrétaire Général de l'Hadopi
Monsieur Eric Walter

Modalités de la consultation

Le présent marché est passé en application
des articles 10 et 43 du décret n° 2005-1742 du 30 décembre 2005

Interlocuteur

Mme Elsa Hervy
Direction des Finances et du Développement

1) RAPPEL DES MODALITES DE LA CONSULTATION

1.1 – Offre de base et variantes ou option

Sans objet

Les variantes ne sont pas autorisées.

1.2 - Modifications de détail au dossier de consultation

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'apporter, au plus tard six jours avant la date fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente serait applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.3 - Sous-traitance

Le candidat est autorisé à sous-traiter une partie des prestations. Dans cette hypothèse, il indiquera dans les annexes à l'acte d'engagement la nature et le montant qu'il envisage de faire exécuter par des sous-traitants payés directement, les noms de ces sous-traitants et les conditions de paiement des contrats de sous-traitance.

Le montant des prestations sous-traitées indiquées dans chaque annexe constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra nantir et céder.

Le candidat pourra également proposer l'intervention d'un sous-traitant à la notification du marché ou en cours d'exécution. Dans cette hypothèse, chaque sous-traitant doit être agréé par l'Hadopi ainsi que les modalités de son paiement dans le cadre d'un acte spécial de sous-traitance.

En tout état de cause, le titulaire reste responsable de toutes les obligations résultant du marché y compris celles qui sont sous-traitées.

Conformément à l'article 17 du décret n°2005-1742 du 30 décembre 2005, le candidat peut demander, pour justifier de ses capacités techniques et professionnelles, que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques, et financières d'un ou de plusieurs sous-traitants.

Dans ce cas il doit justifier des capacités de ce ou ces sous-traitants et du fait qu'il en dispose pour l'exécution du marché.

A ce titre le candidat produira le contrat de sous-traitance ou un engagement écrit du ou des sous-traitants.

2) CONDITIONS DE L'APPEL D'OFFRES

2.1 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises, remis aux entreprises, comprend les documents suivants :

- le présent Règlement de la consultation ;
- le Cahier des Clauses Particulières (CCP) ;
- un modèle d'Acte d'engagement de l'Hadopi (AE) ;
- un bordereau des prix, annexe 1 à l'acte d'engagement.

Le présent règlement décrit lesquels de ces documents sont à remettre impérativement par les candidats, quelles sont les modalités de présentation de ces documents. Il est recommandé de prêter une attention particulière à ces spécifications.

2.2 - Groupements momentanés d'entreprises

La constitution de groupements solidaires ou de groupements conjoints, au sens de l'article 22 du décret n°2005-1742 du 30 décembre 2005, est autorisée.

En cas de constitution de groupement conjoint, le mandataire qui se verrait attribuer le marché au terme de l'appel d'offres sera solidaire des autres membres du groupement pour les obligations contractuelles qui leur incomberaient.

Important

- Une même société peut être membre de plusieurs groupements, dans le cadre de l'appel d'offres ;
- Une même société ne peut pas être mandataire de plusieurs groupements, dans le cadre du présent appel d'offres ;
- La composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché, sauf liquidation judiciaire ou impossibilité de l'un de ses membres d'accomplir sa tâche pour des raisons n'étant pas de son fait ;

2.3 – Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.4 – Conditions de remise du DCE aux candidats

Le dossier de consultation des entreprises est joint avec le présent document.

3) CONDITIONS DE REMISE DES OFFRES

3.1 – Constitution des offres

Les éléments de candidature et d'offre sont présentés séparément. Les éléments de candidature seront transmis préalablement aux éléments de l'offre.

Les éléments devant être fournis par le candidat au titre de son offre sont précisés 3.2 ci-après.

Nota Bene

Il est demandé aux candidats de veiller aux points suivants :

- Pour les dossiers remis sur support papier, les documents dont il est spécifié dans le présent règlement qu'ils doivent être signés, doivent être revêtus à l'endroit de la signature :

- d'une signature originale,

- des prénom, nom et qualité du signataire,

- du cachet de la société.

- Les documents constitutifs de la candidature ou de l'offre du candidat doivent être rédigés en français. Tout document en langue étrangère sera considéré comme non fourni. Si le candidat souhaite joindre à son offre un document qu'il n'est pas en mesure de fournir en langue française, il y joint une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ;

S'il s'agit d'un document devant être remis dans le dossier de candidature, la Haute autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet se réserve le droit de mettre en œuvre la faculté prévue à l'article 23-I du décret n°2005-1742 du 30 décembre 2005, dans la limite du champ d'application de celui-ci, et de demander au candidat de compléter son dossier dans un délai qui lui est indiqué.

3.2 Contenu de l'offre

L'offre des candidats comporte impérativement les documents mentionnés ci-dessous :

Elle comprend **obligatoirement** :

- **L'acte d'engagement** dûment rempli, daté et signé par une personne habilitée à engager la société (modèle transmis dans le dossier de consultation des entreprises).
- **Le bordereau de prix** du candidat, datée et signée par une personne habilitée à engager la société.
- **La Réponse technique du candidat**, datée et signée par une personne habilitée à engager la société. Cette réponse technique comprend au minimum :

Un mémoire comprenant :

- les moyens matériels et humains que le candidat mettra en place pour l'Hadopi
- Le profil des intervenants pressentis et leurs CV pour chaque domaine technique et juridique
- la méthodologie proposée par le candidat pour répondre aux besoins de l'Hadopi

L'absence de l'un de ces documents entraînera le rejet de l'offre.

Toute clause portée sur la documentation, tarif, conditions de vente ... transmise par le titulaire et contraire aux dispositions des autres pièces administratives, sera réputée comme non écrite.

Il est demandé également, sans que l'absence de ces documents puisse entraîner le rejet de l'offre :

- Un RIB ou un RIP ;
- DC6 ;
- DC7 ;
- l'offre sous format papier et une copie sur support informatique (CD-ROM, DVD-ROM, clés USB).

Sous peine de rejet, les offres doivent impérativement être rédigées en français. Tous les documents devant être signés doivent l'être par une personne habilitée à engager la société.

3.3.1 Constitution de groupements

En cas de constitution de groupement solidaire ou de groupement conjoint, un seul pli est déposé, dont le dossier de candidature comprend obligatoirement :

- Un document signé de l'ensemble des membres du groupement, mentionnant au moins l'identité des membres du groupement, la forme du groupement (groupement conjoint ou groupement solidaire), et l'étendue du mandat conféré au mandataire par ses co-traitants dans le cadre de l'appel d'offres.

Il est recommandé aux candidats d'utiliser le formulaire Cerfa DC1 (ancien DC4). Dans ce cas, les candidats remettent dans leur première enveloppe intérieure le formulaire DC1 rempli, signé du mandataire du groupement et contresigné des co-traitants, et daté de moins d'un mois à la date limite de dépôt de l'offre.

Formulaire disponible sur le site http://www.bercy.gouv.fr/formulaires/daj/daj_dc.htm

- Pour chacun des membres du groupement, un dossier comprenant les documents et renseignements exigés dans le cadre de l'enveloppe intérieure.

3.4– Jugement des offres et attribution

Les capacités économiques, professionnelle et financière ainsi que la qualité des offres seront étudiées conjointement. Les critères pondérés présidant le choix de l'attributaire sont les suivants :

- Prix 20%
- Délai d'exécution 25%
- Valeur technique 30%
- Compétence des intervenants appelés à exécuter le marché passé 25%

A l'issue de l'analyse des offres au regard de ces critères, une négociation pourra être ouverte avec les candidats ayant présentés les offres les plus intéressantes.

4) PRESENTATION DES OFFRES SUR SUPPORT PAPIER

Les candidats remettent leur dossier de candidature sous pli cacheté, portant la mention « MAPA n°2010-018 - Assistance à maîtrise d'ouvrage pour le système d'information cible de l'Hadopi »

Ce pli contient les éléments de l'offre précisés au 3.2.

Elle devra être revêtue du nom du candidat et de la mention « MAPA - Assistance à maîtrise d'ouvrage pour le système d'information cible de l'Hadopi – NE PAS OUVRIR »

Haute autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet (Hadopi)
Direction des finances et du développement
4 rue du Texel 75014 Paris

5) DEPOT DES OFFRES

5.1 – Dépôt des offres sur support papier

Les plis contenant les dossiers sur support papier doivent impérativement être parvenus au plus tard le : **8 décembre 2010 à 17h** l'adresse ci-dessous

Haute autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet (Hadopi)
Direction des finances et du développement
4 rue du Texel 75014 Paris

Il est rappelé aux candidats que la date de dépôt d'une offre correspond à sa date d'arrivée à l'adresse mentionnée ci-dessus, et non à sa date d'envoi par le candidat. Aucun pli déposé au-delà des dates et heure indiquées ci-dessus ne sera ouvert.

Le pli cacheté contenant le dossier de l'offre peut être adressé par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception postale, ou autre moyen sécurisé d'envoi, de façon à être parvenu à l'adresse ci-dessus avant la date limite de remise des candidatures.

Il peut également être remis contre récépissé à l'adresse ci-dessus de 9h à 12h et de 14h à 17h.

5.2– Envoi d'une offre électronique par Internet

Aucune transmission par voie électronique n'est autorisée pour cette consultation.

6) DEPOT DES OFFRES

6.1 – Dépôt des offres sur support papier

Les modalités de dépôt des offres seront précisées dans la lettre de consultation envoyée aux candidats retenus.

7) INFORMATION

Tous renseignements d'ordre technique ou administratif peuvent être demandés par courriel, à l'attention d'Anne de Sambucy, à l'adresse anne.de-sambucy@hadopi.fr avec la mention MAPA « Assistance à maîtrise d'ouvrage pour le système d'information cible de l'Hadopi » avec :

- le nom du candidat ;
- le nom du signataire de la demande ;
- la fonction du signataire et ses coordonnées ;

Les réponses aux questions posées en temps utile seront communiquées à l'ensemble des candidats, au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres.